

Le gouvernement de droite du « modéré » Caramanlis enrage contre la formidable mobilisation étudiante. Résultat : d'incroyables violences policières contre l'impressionnante manifestation nationale du 8 juin. Mais la répression n'arrêtera pas les étudiants. Pour faire le point, entretien avec Andréas, un camarade étudiant d'OKDE-Spartakos (section grecque de la IVe Internationale).

Quelle est la situation dans les facs ?

Andréas - Après trois semaines de mobilisation, on constate que partout se tiennent les plus massives assemblées générales (AG) connues depuis des années. Elles renforcent la légitimité des votes pour les occupations et installent le mouvement dans la durée. À ce jour, on a plus de 320 départements universitaires occupés sur 475. Dans ma fac, selon les sections, les AG regroupent de 200 à 700 étudiants ; dans la section philosophie de la fac d'Athènes, à la dernière AG, ils étaient 1500 !

Comment fonctionne la structuration du mouvement ?

Andréas - Dans l'AG, ce sont les différents courants syndicalo-politiques qui font des propositions, et l'AG vote. À partir de là, le comité d'occupation de chaque fac est ouvert à tous les volontaires. Son rôle est à la fois de mettre en pratique les décisions de l'AG et d'élaborer des propositions pour l'AG suivante. L'autre niveau, c'est le comité de coordination national : en Grèce, de telles structures marchent au consensus. Donc, pas de représentants élus, et pas de votes, sinon informels. Précisons d'une part que si, par exemple, une radio ou une télé se pointe, le comité choisit qui va parler et, d'autre part, que la gauche radicale œuvre à faire prendre des responsabilités à des étudiants non militants politiques.

Juin = examens ! Comment est discutée la question ?

Andréas - On n'en discute même pas ! Depuis 30 ans, on voit qu'un mouvement étudiant de masse n'a jamais « perdu » les examens, et on constate d'ailleurs que les arguments de la droite sur ce thème ne produisent aucun effet. Par ailleurs, les profs de facs sont en grève, au moins jusqu'au 15 juin, et leurs AG doivent décider de la suite.

Face au silence ahurissant des télé publiques et privées sur le mouvement, quelles sont vos actions de popularisation ?

Andréas - Les comités locaux ou la coordination nationale éditent des bulletins de presse... qui sont très rarement publiés¹. Nous distribuons des tracts. Nous avons décidé aussi que le mercredi serait un jour national de popularisation : par exemple, le 30 mai, nous avons coupé des axes routiers à Athènes, Patras, Volos... Aujourd'hui, l'action était de coller des affiches sur les bus.

Quels sont vos liens avec les profs des facs et avec le mouvement ouvrier ?

Andréas - Le mouvement permet une rupture : alors que, dans notre courant syndical, EAAK², il est habituel de se défier des syndicats considérés comme bureaucratisés, dans la période, tout le monde convient qu'il faut une démarche commune. Cela dit, aucun prof de fac n'est convié à une AG (mais des étudiants sont invités aux réunions du Posdep, unique syndicat des profs de facs). Le soutien du mouvement ouvrier est recherché. Un appel général en ce sens a été lancé et, déjà, des soutiens existent : l'Olme (syndicat des professeurs du second degré) soutient, ainsi que des unions locales ouvrières comme celle du Pirée.

Quelles sont les perspectives ?

Andréas - Vu les enjeux, il faut vaincre, sinon ce serait la fin du mouvement étudiant ! On le sent : la victoire est possible et, même si le gouvernement adopte ses mesures en été, on repart en septembre.

Propos recueillis par Andréas Sartzekis

1. Internet joue aussi un rôle d'info et de lien. 2. EAAK : courant radical où, outre nos camarades, intervient NAR, un des deux plus gros groupes de l'extrême gauche